

62

Ce sermon m'a rappelé la mémoire du vaillant journaliste qui laisse un si grand vide dans les rangs de la presse. J'ai encore présentes à l'esprit ces lignes qu'il traçait quinze jours à peine avant sa mort et, en partant de l'église, je les murmurais tout bas :

« Enfoncez-vous dans vos épaisses ténèbres, « sinistres oiseaux de nuit, rentrez sous terre, « hommes noirs de Loyola que Béranger a vu « apparaître un jour sous Charles X, évanouissez-vous dans la nuit, spectres, fantômes, « larves du sépulcre ; la France n'est pas encore mûre pour vous. Votre jour viendra « plus tard, dans combien d'années, je ne sais, « mais il viendra... Laissez faire les papimanes, les cléricaux, les Dupanloup, les Veuilleux, toute cette tourbe de gens qui ont le cou « tort, qui tombent en marchant, dont les « yeux clignent au grand jour, qui travaillent dans l'ombre à faire de la France une « seconde Pologne, une nouvelle Espagne, où « le clergé sera tout, mais où il n'y aura plus « de peuple, nation toute prête pour la conquête et la servitude, alors vous accourrez « de tous les antres, de toutes les cavernes, de « toutes les sacristies, de toutes les profondeurs opaques, comme les hiboux, les orfraies, les fresaies, quand la nuit vient et « que les ténèbres régneront sur la terre. Vous « fondrez sur la France et, du bec, des pattes, « des griffes, vous lui arracherez le cœur, le « sang, les fibres, les nerfs qui font sa vie, et « vous en ferez un squelette comme vous avez « fait de toutes les puissances catholiques, « mais attendez encore un peu, le moment « n'est pas encore venu. » (n° du 14 octobre 1873.)

Non, le moment n'est pas encore venu, espérons qu'il ne viendra jamais.

11 février 1878 / Arthur LAMIAIR.

L'UNION REPUBLICAINE A COGNAC

Ah ! c'est un rude gaillard que l'agent de police Mathias ! En voici un qui est à cheval sur la consigne et l'exécute rigoureusement !

Mais, vous ne connaissez peut-être pas M. Mathias ; car enfin, les exploits de M. Mathias n'ont pas encore rempli la France entière.

M. Mathias — découvrez-vous, s'il vous plaît, — M. Mathias est agent de police à Cognac ; et je vous le dis, agent zélé et fidèle du gouvernement de l'ordre moral.

L'agent de police Mathias a-t-il fait ses premières armes sous l'Empire ? tout porte à le croire ; car on ne procédait pas autrement sous cet adorable régime. Voici le fait :

Le crieur de l'*Union républicaine* se rendait à Cognac, samedi dernier, jour de foire, porteur d'un certain nombre d'exemplaires de notre journal.

Conformément aux instructions qu'il avait reçues, il se dirigeait, aussitôt après être descendu du train, vers le bureau de M. le commissaire de police afin de lui demander l'autorisation de vente sur la voie publique. Mais à peine eût-il fait deux pas, qu'il remarqua un agent de police aux aguets et l'aborda ayant au bras sa corbeille de journaux au fond de laquelle se détachait en gros caractères : l'*Union républicaine*.

Notre homme prévint le représentant de l'autorité qu'il se rendait au Commissariat de police pour demander l'autorisation qui lui était nécessaire.

Effectivement il s'y rendit.

M. le commissaire étant absent, le porteur de journaux laissa là sa corbeille, et — c'était le moment du déjeuner, — alla s'attabler dans un restaurant voisin.

Bientôt, le sergent de ville Mathias vint le quérir, et voulut l'emmener de force au poste ;

le crieur suivit sans résistance ; mais trouvant qu'il ne marchait pas assez vite, Mathias qui tenait absolument à épancher sa bile, le menaça de le souffleter.

Des soufflets ! Il ne badine pas, l'agent de police Mathias. Ce vilain drôle qui s'avise aussi de crier l'*Union républicaine* !

Quant à l'autorisation de vente, le solliciteur n'a pu l'obtenir. Le commissariat de police l'a renvoyé à la sous-préfecture, la sous-préfecture au commissariat de police ; et la journée s'est passée ainsi en trajets d'un bureau à l'autre.

Nous devons dire cependant, que M. le Sous-Préfet et M. le Commissaire de police se sont montrés aussi bienveillants que l'agent s'était montré grossier et brutal.

Ces violences et ces provocations méritent d'être sévèrement réprimées. Ce n'est pas en insultant les gens et les prenant brutalement au collet qu'on fait respecter la loi.

A. L.

16 février 1878